

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 15/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA MASSE DE DYNAMITAGE

CHAPOLAY
38460 ANNOISIN-CHATELANS

Références : 2023 – Is055SS
Code AIOT : 0006100790

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2023 dans la carrière LA MASSE DE DYNAMITAGE implantée au lieu-dit "Chapolay" 38460 ANNOISIN-CHATELANS.

L'inspection a été annoncée le 13/03/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques
(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA MASSE DE DYNAMITAGE
- CHAPOLAY 38460 ANNOISIN-CHATELANS
- Code AIOT : 0006100790
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de matériaux calcaires (granulats et enrochements) autorisée initialement par l'arrêté préfectoral n°75-4156 du 12 mai 1975. L'autorisation a été renouvelée par les arrêtés préfectoraux n°82-2984 du 9 avril 1982, n°92-2678 du 3 juin 1992, n°98-1291 du 2 mars 1998 et

n°2013-158-0027 du 7 juin 2013. L'autorisation d'exploiter est valable jusqu'au 7 juin 2028, remise en état incluse.

La société La Masse de Dynamitage a été rachetée par le groupe de BTP Decremps / SAEFED le 27 juillet 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire, suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.1	/	Lettre de suite préfectorale	
10	Rejet des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.3	/	Lettre de suite préfectorale	
13	Vibrations liées aux tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 30	/	Lettre de suite préfectorale	
15	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 35.3	/	Lettre de suite préfectorale	
19	Espèces végétales invasives		/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production autorisée et exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 5	/	Sans objet
3	Modifications	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 8	/	Sans objet
4	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 11	/	Sans objet
5	Panneaux d'information et signalisation routière	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 15	/	Sans objet
6	Limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 20	/	Sans objet
9	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.2	/	Sans objet
11	Pollution atmosphérique - Poussières	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 28	/	Sans objet
12	Bruit	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 29	/	Sans objet
14	Déchets	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 32.1	/	Sans objet
16	Accès, clôture, surveillance	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 33	/	Sans objet
17	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 35.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Huit non conformités ont été relevées pour lesquelles l'exploitant a pris des actions correctives d'ores et déjà constatées par l'inspection des installations classées ou bien des engagements écrits à réaliser dans un certain délai (aire étanche en 2023 par exemple).

Une observation est par ailleurs formulée relative au projet de modifications des conditions d'exploitation et de remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production autorisée et exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle maximale de 150 000 tonnes/an.
Constats : L'inspection des installations classées constate que la carrière n'a presque pas été exploitée au cours des dernières années avant le rachat le 27 juillet 2022 de l'entreprise par le groupe de BTP Decremps / SAEFED. L'inspection des installations classées constate que la production annuelle à compter de la reprise de la carrière par le nouveau propriétaire respecte la production annuelle maximale autorisée. Le gisement restant est estimé à plus d'1 000 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation de poursuite d'activité est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement. Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'acte de cautionnement solidaire établi pour le compte de la société La Masse de Dynamitage est valable jusqu'au 6 juin 2023. ➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser dans un délai d'un mois le nouvel acte de cautionnement solidaire pour la dernière période quinquennale 2023-2028.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement doit être porté préalablement à la connaissance de Monsieur le Préfet.
Constats : Le nouvel exploitant porte un projet de modifications des conditions d'extraction en approfondissant le carreau principal et des conditions de remise en état en apportant des matériaux inertes en remblais. Dans un premier temps, l'exploitant a ainsi télédéclaré le 23 février 2023 la création d'une station de transit, tri et regroupement de matériaux minéraux inertes (rubrique°2517 , surface inférieure à 10 000 m²) en anticipation de la transmission d'un "porter à connaissance" plus complet au préfet. L'inspection des installations classées a informé oralement le pétitionnaire début mars de la nécessité de prendre en compte le projet de modifications dans sa globalité avant d'entériner toute modification des conditions d'exploitation ou de remise en état.
Observation : Lors du contrôle le 3 avril 2023, l'inspection des installations classées réitère sa demande de ne pas accepter de matériaux inertes extérieurs tant que les incidences de la demande de modifications n'auront pas été analysées (réduction des emprises d'extraction, analyse des incidences de remblais inertes sur la géologie et les eaux souterraines et sur les habitats de la remise en état, proportion et type des milieux remis en état).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 11
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ;• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état) sont consignées dans une annexe à ce plan. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des installations classées constate que le nouvel exploitant a réalisé un levé topographique en décembre 2022 et une mise à jour de son plan d'exploitation en février 2023 qui comprend bien l'ensemble des informations attendues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Panneaux d'information et signalisation routière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 15.1. Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. 15.3. [...] Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est présignalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires. Le régime de priorité sera signalé par un stop positionné sur la sortie du site. Le débouché est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant est en train de procéder au renouvellement de ses panneaux d'information positionnés en entrée de carrière et au droit de la voirie départementale. Le contenu des panneaux est contrôlé et validé. L'inspection des installations classées constate par ailleurs que le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est présignalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires et que le régime de priorité est bien signalé par un stop positionné sur la sortie du site au droit de la RD52i.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Limites d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les limites d'extraction sont bien respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Modalités d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 21.2. Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Leur nombre est limité à 4. Aucune extraction ne doit être réalisée en-dessous du niveau 373 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale : à 10 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas puis à 5 mètres en fin d'exploitation. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes. 21.3. La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 8 m.
Constats : L'inspection des installations classées constate que le bas du carreau d'exploitation se situe entre 387 et 388 m NGF, que les fronts et banquettes d'extraction sont conformes. L'inspection des installations classées constate par ailleurs que des stocks importants ont été constitués à la reprise de l'activité et avec le chantier client initial d'enrochements et que la hauteur de ces stocks dépassent pour certains d'entre eux 8 m de hauteur. ➤ L'inspection demande à l'exploitant d'abaisser les hauteurs de stocks de matériaux à 8 mètres maximum, l'exploitant s'est engagé par écrit le 5 avril à reprendre la hauteur de ses stocks d'ici fin avril 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux où des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier.</p> <p>Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :— 100 % de la capacité du plus grand réservoir,— 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lors d'un stockage en extérieur, des dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau de pluie ne puisse s'accumuler et rendre inefficace la rétention. [...]</p> <p>Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.</p> <p>L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que le site ne dispose pas d'aire étanche, que les engins de chantier sont ravitaillés avec des dispositifs anti-pollution en bord-à-bord, que la cuve GNR est en double peau et que des produits liquides sont stockés sans capacité de rétention.</p> <p>➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'intégrer dans son plan d'investissement 2023 pour le site la mise en place d'une aire étanche avec un séparateur d'hydrocarbures et de mettre en place les cuvettes de rétention adéquates (la commande des bacs de rétention a été confirmée par écrit le 14 avril 2023 sur présentation du bon de commande établi auprès de la société Würth).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'eau utilisée dans l'établissement provient exclusivement du réseau d'eau public communal. [...] Aucun pompage en milieu naturel n'est autorisé.
Constats : L'inspection des installations classées constate l'absence de prélèvement d'eau en milieu naturel. Les eaux sanitaires du bâtiment proviennent du réseau d'eau potable. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de son projet de récupération des eaux pluviales en toiture du hangar.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 27.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées du site (plate-forme de ravitaillement et de parking des engins) sont dirigées vers une installation de traitement comprenant un déshuileur-dégraisseur, avant rejet dans le milieu extérieur. Les résidus d'hydrocarbures sont récupérés par un éliminateur agréé. Les eaux canalisées rejetées respectent après traitement les prescriptions suivantes : " le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;" la température est inférieure à 30°C ;" la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;" les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);" les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2). Les eaux usées domestiques provenant des installations annexes doivent être évacuées conformément à la réglementation en vigueur. Eaux de procédé des installations : Il n'y a pas de rejet d'eau de procédé sur le site.
Constats : En l'absence actuelle d'aire étanche imperméabilisée sur le site, l'inspection des installations classées constate que les eaux pluviales s'infiltrent. A la mise en place de l'aire étanche, l'exploitant devra mettre en place l'installation de traitement des eaux pluviales comprenant un décanteur-déshuileur. Les eaux usées domestiques du bâtiment sont rejetées à travers un dispositif d'assainissement individuel qui a fait l'objet d'un contrôle le 26 janvier 2023 par la régie des eaux des Balcons du Dauphiné. Le contrôle a fait apparaître que les tranchées d'épandage étaient sous-dimensionnées mais tolérable pour l'activité actuelle (2 équivalent habitants).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 11 : Pollution atmosphérique - Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exception des déchets d'emballages des produits explosifs débarrassés de résidus de produits explosifs, [...].</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage. Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin et notamment en période de sécheresse afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières. Les véhicules quittant le site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est installé en sortie du site. Il fonctionne en circuit fermé et doit être équipé d'un décanteur-déshuileur entretenu régulièrement. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Les installations seront autant que faire se peut capotées. Les émissions de poussières sont captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, ou combattues à la source par capotage ou aspersion (pulvérisation d'eau) des points d'émission ou par tout procédé d'efficacité équivalent. La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter des accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.</p>
Constats : <p>L'inspection des installations classées constate que les dispositions pour éviter les envols de poussières sont prises par l'exploitant. L'inspection des installations classées formule l'observation de mettre en place des consignes et des panneaux limitant la vitesse de circulation sur la piste d'accès à la carrière et au sein du périmètre de la carrière à 25 km/h.</p> <p>Sa production étant limitée à 150 000 t/an maximum, et les installations de traitement relevant du régime déclaratif pour la rubrique n°2515-1, la carrière n'est formellement pas soumise à la mise en place d'un plan de surveillance des retombées de poussières. Néanmoins, l'exploitant a mis en place de manière volontaire un plan de surveillance en date du 28 février 2023 et a initié la première campagne de mesures de retombées de poussières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 29							
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet							
Prescription contrôlée : L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous							
<table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7h30 à 17h30, sauf dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td></tr></table>		Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h30 à 17h30, sauf dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h30 à 17h30, sauf dimanches et jours fériés						
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)						
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)						
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) sauf si le bruit résiduel est supérieur à cette limite.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, puis renouvelé tous les cinq ans. En tant que de besoin, une fréquence de mesure plus importante pourra être demandée à l'exploitant par l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Article 8.4 de l'annexe I de l'AP du 30/06/1997 : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>							
Constats : L'exploitant informe l'inspection des installations classées que le bureau d'études Géoenvironnement intervient le 4 avril 2023 pour réaliser les mesures de niveaux de bruit en limites de propriété et en zones à émergence réglementée. ➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de tenir à disposition les résultats de cette campagne de mesures des niveaux de bruit et de renouveler les mesures sur une fréquence trisannuelle (2026).							
Type de suites proposées : Sans suite							
Proposition de suites : Sans objet							

N° 13 : Vibrations liées aux tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 30	
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés. Les tirs de mines sont interdits en période nocturnes. Pour les tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête est limité à 125 décibels linéaires. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :	
Bande fréquence en HZ	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8
Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.	
Constats : L'inspection des installations classées consulte le registre de suivi des tirs qui comprend tous les plans de tirs et leurs caractéristiques techniques et constate la bonne adaptation des tirs effectués. Le registre comprend également les bons de livraison du fournisseur d'explosifs. L'inspection des installations classées constate l'absence de mesures de vibrations depuis la reprise de l'activité à l'automne 2022. ➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place le suivi des vibrations pour chaque tir de mine et d'enregistrer ce suivi dans le registre à disposition. L'exploitant a confirmé par écrit le 14 avril 2023 qu'un capteur de vibrations est désormais en place sur site et opérationnel.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	

N° 14 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 32.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : L'inspection des installations classées constate l'absence d'un plan de gestion des déchets d'extraction formalisé par l'exploitant. L'inspection des installations constate néanmoins que la gestion des stériles d'extraction ainsi que des terres de découverte est organisée sur site avec des zones de stockage dédiée. Aucune évacuation de ces stériles inertes d'exploitation ni des terres de découverte n'est prévue. L'ensemble sera réutilisé pour le remblayage partiel et régilage des carreaux au moment de la remise en état finale. ➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser et de tenir à disposition, dans un délai d'un mois, un plan de gestion des déchets d'extraction conformément aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 16 : Accès, clôture, surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 33
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3.1. L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise. 33.2. L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès. 33.3. En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.
Constats : L'inspection des installations classées constate que le site est clôturé, que son accès est protégé et que le dispositif d'ensemble est satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 35.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine. Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an. Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les déficiences constatées auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais.
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a remplacé et mis aux normes l'armoire électrique et le circuit électrique du site. L'exploitant met en place un contrôle annuel périodique par le cabinet CTE dont la première visite initiale a été réalisée le 11 avril 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2013, article 35.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont judicieusement répartis dans les installations. L'interdiction de fumer est affichée à proximité des stocks de liquide inflammable.
Constats : L'inspection des installations classées constate que des extincteurs ne sont pas correctement répartis et/ou en nombre suffisant. Le 14 avril 2023, l'exploitant communique par écrit à l'inspection le bon de commande pour la fourniture de 13 extincteurs adaptés et leur vérification périodique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 19 : Espèces végétales invasives

Référence réglementaire : Autre du 30/03/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Espèces végétales invasives
Constats : L'inspection des installations classées constate que le site de la carrière comprend de nombreux pieds de buddleia, espèce végétale invasive, qui n'ont pas été traités depuis des années. ➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de traiter cette situation. L'exploitant s'est engagé à intervenir et broyer les buddleia d'ici la fin du mois d'avril 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale